

COMMUNIQUE du 15/11/2010

Le mercredi 10 novembre, au lendemain de la forte mobilisation du personnel de Pôle emploi, la CFE-CGC métiers de l'emploi et l'UNSA pôle emploi ont pris l'initiative de demander au Directeur Général, Christian Charpy, de réunir, dès ce lundi, l'ensemble des organisations syndicales de Pôle emploi pour essayer de trouver une issue au conflit social.

En réponse à notre demande, le Directeur Général s'est engagé à nous faire de nouvelles propositions, dans les prochains jours, répondant au mécontentement exprimé par le personnel. Il a justifié du besoin de disposer d'un délai de quelques jours pour obtenir l'aval de nos tutelles, d'autant plus que le remaniement du gouvernement a eu lieu ce week-end.

Nos deux organisations syndicales ont pris acte de la réponse du Directeur Général à notre demande et de sa volonté d'ouvrir des discussions.

De ce fait, la CFE-CGC et l'UNSA ont pris leurs responsabilités en refusant le boycott du CCE reconvoqué ce jour. Pour nos deux organisations syndicales, jouer la politique de la chaise vide relève de l'irresponsabilité et ne vise pas l'intérêt et la défense du personnel.

En effet, ce CCE est la poursuite du CCE du 4/11/2010. Il a été convoqué dans les règles sur un ordre du jour validé et signé tant par le Président que par le Secrétaire. Ne pas siéger aujourd'hui c'est faire le jeu de la Direction. A défaut d'élus présents, la Direction aurait eu beau jeu de faire un P.V. de carence et ainsi de valider, sans débat, l'ensemble des points nécessitant une information et consultation des représentants du personnel.

L'UNSA pôle emploi et la CFE-CGC métiers de l'emploi attendent, dans les tous prochains jours, tant du D.G. que de notre nouveau Ministre, des décisions concrètes répondant au malaise exprimé le 9 novembre dernier. Faute de quoi, elles n'excluent pas de poursuivre la mobilisation si elles n'étaient pas entendues.